



Distr.
GÉNÉRALE

A/33/223/Rev.1 ✓

S/12830/Rev.1

25 octobre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL/
FRANCAIS/
RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-troisième session

Point 17 de l'ordre du jour

ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR

INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SECURITE

Trente-troisième année

Notices biographiques des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	2
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES	3
Ago, Roberto (Italie)	3
Baxter, Richard R. (Etats-Unis d'Amérique)	13
Bindschedler, Rudolf L. (Suisse)	19
Boissier Palun, Léon (Bénin)	26
El-Erian, Abdullah Ali (Egypte)	29
Jayewardene, H. W. (Sri Lanka)	34
Manner, Eero J. (Finlande)	37
McDougal, Myres S. (Etats-Unis d'Amérique)	40
Morozov, Platon Dmitrievich (Union des Républiques socialistes soviétiques)	42
N'Diaye, Amadou (Mali)	43
Razafindralambo, Edilbert (Madagascar)	44
Sette Câmara, José (Brésil)	49

I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les notices biographiques des candidats présentés par les groupes nationaux pour l'élection qui aura lieu au cours de la trente-troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, en vue de pourvoir les cinq sièges qui deviendront vacants à la Cour internationale de Justice le 5 février 1979. La liste des candidats présentés a été distribuée sous la cote A/33/222-S/12829.

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES

AGO, Roberto

(Italie)

/Original : anglais/

Né en 1907 à Vigevano (Pavia).

Etudes universitaires à Naples : Docteur en droit (1929); Docteur ès sciences politiques (1930).

Activités universitaires et publiques

Chargé de cours de droit international aux Universités de Cagliari (1930-1931) et de Messine (1931 à 1934).

Professeur titulaire de droit international aux Universités de Catane (1934-1935) et de Gênes (1935 à 1938).

Professeur titulaire de la Chaire de droit international à l'Université d'Etat de Milan et Directeur de l'Institut de droit international à l'Université de Milan (1938-1956).

Professeur titulaire de la Chaire de droit international à l'Université de Rome depuis 1956.

Avocat à la Cour suprême d'Italie.

Membre du Conseil du "contenzioso diplomatico" au Ministère italien des affaires étrangères depuis sa reconstitution.

Membre de la Commission préparatoire de l'Assemblée constituante et Corapporteur du projet de cette commission concernant le droit international de la Constitution (1946-1947).

Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye.

A donné des conférences à l'Académie de droit international de La Haye (en 1936 : "Règles générales des conflits des lois"; en 1939 : "Le délit international"; en 1955 : "Science juridique et droit international"; en 1971 : "Introduction au droit des traités à la lumière de la Convention de Vienne" et en 1973 : "Cours général de droit international"); à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève (en 1947 : "L'ordre juridique international et le problème de la paix"; en 1948 : "Les principes dont s'inspire l'ordre juridique international"; en 1960 : "La codification du droit international"; en 1966 : "Le jus cogens dans le projet de codification du droit des traités"; en 1970 : "Nations Unies, vingt-cinq ans après");

/...

au Collège de l'Europe à Bruges (en 1952 : "Le délit international"); aux cours d'été de l'Université de Valladolid à Vitoria (en 1953 : "La responsabilité internationale pour fait illicite"); à l'Université de Paris : à l'Institut des hautes études internationales (en 1958 : "Le problème du fondement du droit international") et en 1975 : "Une constante de l'histoire : le pluralisme de la communauté internationale"; à la Faculté de droit et des sciences économiques (en 1966 : "L'ONU et la codification du droit international"); à l'Institut universitaire d'études européennes de Turin (en 1953, 1954, 1955, 1956, 1957 et 1958 : "L'organisation internationale"); et au Séminaire des Nations Unies dans le cadre des sessions de la Commission du droit international, 1965, 1966 et 1967.

A également donné des conférences de droit international dans diverses institutions universitaires et scientifiques à Bruxelles, Copenhague, Madrid, San Francisco, Paris, Toulouse, Nice, Londres, Cambridge, Oxford, Athènes, Salonique, Rome, Milan, Turin, Florence, Naples, Padoue, Vicence, Pérouse, Tokyo, Kyoto, Oslo, Lisbonne, Coïmbra, Stockholm et Genève.

Docteur honoris causa des Universités de Nancy (1963), de Nice (1967) et de Paris (1975).

Membre titulaire et ancien Vice-Président de l'Institut de droit international.

Membre coopté de l'Accademia Nazionale dei Lincei et de la Société Royale de Belgique.

Membre honoraire de l'"American Society of International Law" et de l'"Indian Society of International Law"

Membre de l'Institut italien de droit international, de l'Institut hellénique de droit international et étranger, de l'Académie américaine de sciences politiques et sociales, de l'Académie internationale des sciences politiques et du Comité français de l'arbitrage.

Membre du Conseil de direction et du Comité exécutif de l'Institut international d'études sociales.

Membre du Comité de rédaction de la Rivista di diritto internazionale depuis 1936 et codirecteur de cette revue depuis 1953.

Directeur de la revue juridique Comunicazioni e Studi de l'Institut de droit international de l'Université de Milan depuis 1942.

Directeur de la revue trimestrielle La Comunità Internazionale depuis 1946.

Codirecteur de la Rivista di Diritto Industriale et de l'Archivio Giuridico depuis 1952.

Président de la Société italienne pour l'organisation internationale depuis 1963; depuis la création de la Société en 1944, Secrétaire général puis Vice-Président.

Président du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies en 1951 et 1952; Premier Vice-Président de cette fédération de 1953 à 1956; Président de 1957 à 1960 et Président d'honneur depuis 1960.

Activités internationales

Organisations internationales

Membre de la Commission du droit international (élu en novembre 1956, en novembre 1961 et en novembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Président de la Commission du droit international (1964-1965).

Membre de la Commission de cinq juristes nommés par le Conseil de l'Europe pour la rédaction d'un projet de constitution européenne (1952).

Consultant juridique de l'Organisation internationale pour les réfugiés de 1948 à 1951 et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) de Genève depuis 1952.

Membre de la Commission nationale pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et membre de la délégation italienne aux conférences de l'UNESCO en 1950, 1951 et 1952.

Membre de la délégation italienne à la Conférence de Rome pour la Communauté européenne (1953).

Chef de la délégation italienne aux Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1958 et 1960); à la Conférence des Nations Unies sur les relations diplomatiques (Vienne, 1961) et à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968 et 1969).

Président de la Conférence de Vienne sur le droit des traités.

Membre, puis Chef de la délégation italienne aux Conférences internationales du travail de 1946 à 1951 et depuis 1954.

Représentant suppléant, depuis 1948, puis représentant, depuis 1954, du Gouvernement italien au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Président du Comité du règlement et de l'application des conventions et recommandations du Conseil d'administration de l'OIT de 1950 à 1954.

Président du Comité chargé d'étudier l'amélioration des méthodes de travail de la Conférence internationale du Travail de 1958 à 1963.

Président du Groupe gouvernemental du Conseil d'administration de l'OIT depuis 1959.

Président du Comité de la liberté syndicale de l'OIT depuis 1961.

Membre du Conseil du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin depuis 1965.

Président du Conseil d'administration de l'OIT en 1954-1955 et en 1967-1968.

Juridictions internationales

Conseil du Gouvernement italien et de divers autres gouvernements dans des affaires portées devant la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice et d'autres tribunaux internationaux d'arbitrage ou commissions internationales de conciliation, ainsi que dans d'autres différends internationaux.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Président du Tribunal d'arbitrage entre la France et la Sarre (1954).

Président du Tribunal d'arbitrage entre la France et la République fédérale d'Allemagne prévu par le Traité pour le règlement de la question sarroise (1957).

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans le différend entre le Honduras et le Nicaragua (1959).

Président du Tribunal d'arbitrage entre la France et les Etats-Unis pour la question de l'interprétation de l'Accord aérien de 1946 (1963).

Président ou membre honoraire de diverses commissions permanentes d'arbitrage ou de conciliation (Suisse-Pays-Bas, Italie-Suisse, Suisse-CERN, France-Suède, Uruguay-Suède, Chili-Pologne).

Publications

Conflitti di leggi regionali diverse nella Repubblica Cecoslovacca, dans "Studi economico-giuridici della Università di Cagliari", 1931, p. 1-35
Id. id., "Pravnik", 1931, p. 649-680.

Le norme di diritto internazionale privato nel progetto di Codice Civile, dans "Rivista di diritto internazionale", 1931, p. 277-351.

Limiti all'applicazione della "lex loci actus" in materia di testamento fatto all'estero, dans "Rivista italiana di diritto internazionale privato e processuale", 1931, p. 1-10.

Studi di diritto internazionale privato (Rapporti di famiglia, di obbligazione, di successione), Padoue, Cedam, 1932 : I vol. , p. 1-196.

Teoria del diritto internazionale privato. Partie générale, I. vol. Padoue, Cedam, 1934, p. XV-338.

Il requisito dell'effettività dell'occupazione in diritto internazionale, I vol. Rome, ARE, 1934, p. 1-125.

I principi generali del diritto internazionale privato nella più recente dottrina germanica, dans "Rivista di diritto internazionale", 1934, p. 197-232.

Questioni varie di diritto processuale internazionale. La dottrina della "Gesamtverweisung" e il problema del doppio rinvio, dans "Annuario di diritto comparato", 1936, p. 131-138.

La prescrizione estintiva e il problema delle qualificazioni, dans "Annuario di diritto comparato", 1936, p. 160-168.

La responsabilità indiretta nel diritto internazionale, dans "Archivio di diritto pubblico", 1936, p. 1-52.

Règles générales des conflits de lois, dans "Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye", 1936, IV, p. 243-466.

Sui limiti del mare territoriale, dans "Rivista di diritto della navigazione", 1937, p. 370-381.

L'opéra scientifica di Arrigo Cavaglieri, dans "Rivista di diritto internazionale", 1938, p. 125-151.

Filiazione (Diritto internazionale), dans "Nuovo Digesto Italiano", 1938, p. 3-18.

La regola del previo esaurimento dei ricorsi interni in tema di responsabilità internazionale, dans "Archivio di diritto pubblico", 1938, p. 180-250.

Illecito commissivo e illecito omissivo nel diritto internazionale, dans "Diritto internazionale", 1938, p. 9-16.

La colpa nell'illecito internazionale, dans "Scritti giuridici in onore di Santo Romano", Padoue, Cedam, 1939, III, p. 177-206.

Lezioni di diritto internazionale privato, I vol., Milan, Giuffrè, 1939, p. 1-324, Id. id., nouvelles éditions : 1948, 1950, 1952, 1955.

Le délit international, dans "Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye", 1939, II, p. 415-554.

Diritto internazionale della neutralità, cours polycopié, Milan, 1939-40, p. 1-128.

Das Verschulden im völkerrechtlichen Unrecht, dans "Zeitschrift für öffentliches Recht", 1940, p. 449-484.

Lezioni di diritto internazionale, I vol., Milan, Giuffrè, 1943, vol.1, p. 1-128.

L'occupazione bellica di Roma e il trattato lateranense, dans "Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale dell'Università di Milano", II, 1945, p. 129-172.

Elementi di diritto pubblico nord-americano, I vol., incomplet, Rome, éditions italiennes, 1945, p. 1-84.

L'organizzazione internazionale dalla Società delle Nazioni alle Nazioni Unite, dans "La Comunità Internazionale", 1946, p. 5-23.

L'eccidio delle Fosse Ardeatine alla luce del diritto internazionale di guerra, dans "Rivista di diritto penale", 1949, p. 216-235.

Lezioni di diritto internazionale, cours polycopié, La Goliardica, 1949 5°, p. 1-32.

Comunità internazionale universale e comunità internazionali particolari, dans "La Comunità Internazionale", 1950, p. 195-202.

Scienza giuridica e diritto internazionale, I vol., Milan, Giuffrè, 1950, p. 1-108 (nouvelle édition en préparation, de même qu'une édition en espagnol).

Considerazioni su alcuni sviluppi dell'organizzazione internazionale, dans "La Comunità Internazionale", 1952, p. 527-567.

Osservazioni sul problema della revisione dello Statuto delle Nazioni Unite (en collaboration avec le Pr T. Perassi), dans "La Comunità Internazionale", 1953, p. 572-577.

Le organizzazioni internazionali e le loro funzioni nel campo dell'attività interna degli Stati, dans "Studi in onore di G. M. De Francesco", I, Milan, Giuffrè, 1956, p. 3-321; et "Temi", 1955, n. 6, p. 3-16.

Die internationalen Organisationen und ihre Funktionen im inneren Tätigkeitsgebiet der Staaten, dans "Festschrift für Hans Wehberg". Francfort, 1956, p. 20-38.

Internationale Organisationen og deres funktioner i forhold til staternes indre anliggender, dans "Økonomi og Politik", 1955, n. 2-4, p. 105-120.

International Organizations and their Functions in the Field of Internal Activities of States, dans "Acta Scandinavica juris gentium", vol. 27, 1957, fasc. 1-2, p. 1-18.

Diritto positivo e diritto internazionale, dans "Studi in onore di Tomaso Perassi", 1-64; et "Comunicazioni e Studi dell'Istituto di diritto internazionale dell'Università di Milano", VII, 1956, p. 33-96.

Science juridique et droit international, dans "Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye", vol. 90, 1956, II, p. 851-958.

Derecho positivo y derecho internacional, dans "Revista española de derecho internacional", vol. IX, n. 3, 1956, p. 579-655.

Der Begriff des positiven Rechts in der Völkerrechtstheorie, dans "Archiv des Völkerrechts", 6 Bd, 1957, 3 Heft, p. 257-307.

Positive Law and International Law, dans "American Journal of International Law", vol. 51, 1957, n. 4, p. 691-733.

Droit positif et droit international, dans "Annuaire français de droit international", vol. III, 1957, p. 14-72.

Las organizaciones internacionales y sus funciones en el campo de la actividad interna de los Estados, dans "Curso y conferencias de la Escuela de funcionarios internacionales", Madrid 1957, p. 1-27.

Positiv ret og international ret, dans "Nordisk Tidsskrift for international Ret", vol. 29, 1959, f. 2-3, p. 77-111.

Droit positif et Droit international (en japonais), dans "Hosei Ronsyu" (Journal de droit et de science politique), Université de Nagoya, 1960, n. 14, p. 1-36.

Grundproblem des internationalen Rechts - Besprechung - dans "Archiv des Völkerrechts", 8 Bd, 1960, 3 Heft, p. 360-363.

Les Etats et les organisations internationales, dans "Le droit international et le maintien de la paix", Office européen des Nations Unies, Service de l'information 1961, p. 15-23.

Introduzione agli, dans "Atti del Convegno su la cooperazione internazionale nel campo del lavoro", pubbl. SICI, Cedam, Padoue, 1961, p. 7-10.

Il Trattato istitutivo della Comunità europea per l'energia atomica (Euratom), dans "Il diritto dell'energia nucleare", Giuffrè, Milan, 1961, p. 87-104.

Tomaso Perassi : lo studioso, l'uomo, il cittadino, dans "La comunità Internazionale", 1962, p. 3-11.

Document de travail sur la responsabilité internationale des Etats, Nations Unies, CDI, 1962.

Convenzione dell'Aja sul matrimonio e questioni pregiudiziali in una recente sentenza, dans "Rivista di diritto internazionale", 1963, p. 3-31.

The State and International Organization, dans "International Law in a changing World", New York, 1963, p. 12-21.

La neutralità di San Marino, dans "Libero Orizzonte", 1963.

Decision of the Arbitration Tribunal Established Pursuant to the Arbitration Agreement Signed at Paris on January 22, 1963, between the United States and France. Decided at Geneva, Dec. 22, 1963, dans "American Journal of Int. Law", 1964, n. 4, p. 1016-1030.

La responsabilité internationale des Etats. Rapport. Nations Unies. A/CN.4/152, 1963.

Interprétation de l'Accord aérien du 27 mars 1966. Tribunal arbitral institué par le compromis du 22 janvier 1963. Sentence arbitrale du 22 décembre 1963, dans "Revue générale de droit international public", 1965, I, p. 189-258.

Décision du 28 juin 1964 portant interprétation de la sentence arbitrale rendue le 22 décembre 1963, dans "Revue générale de droit international public", 1965, I, p. 259-260.

La qualité de l'Etat pour agir en matière de protection diplomatique des sociétés. Le problème de la jonction des exceptions préliminaires au fond. Plaidoiries en l'affaire de la Barcelona Traccion, CIJ, La Haye, 1964, p. 180-271 et 819-872.

Le Nazioni Unite per il diritto internazionale, dans "La Comunità Internazionale", 1965, 4, p. 3-16.

La coopération internationale dans le domaine du droit international public, dans "L'unification du droit", Ann. 1965, UNIDROIT, Rome, p. 29-43.

L'evoluzione della Comunità internazionale e la codificazione del suo diritto, SIOI, Rome, p. 1-11.

Opinion sur l'interprétation de l'article 24 de la Convention de Berne sur la protection de la propriété littéraire et artistique, CISAC, Paris, 1967, p. 1-30.

La responsabilité internationale des Etats. Note. Nations Unies. A/CN.4/196, 1967.

La codification du droit international et les problèmes de sa réalisation, dans "Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim", Genève, 1968, p. 93-131.

La fase conclusiva dell'opera di codificazione del diritto internazionale, dans "Archivio Giuridico", 1968, Modène, 1969, p. 15-68.

Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto dei trattati, dans "La Comunità Internazionale", 1969, fasc. 3, p. 3-6.

Historique de l'oeuvre accomplie jusqu'ici en ce qui concerne la codification du sujet de la responsabilité internationale des Etats. Premier rapport à la CDI sur la responsabilité internationale des Etats. Nations Unies. A/CN.4/217, 1969.

Il cinquantenario dell'OIL, Rome, SIOI, 1969, p. 27-36.

Sur la protection diplomatique des personnes morales, La Haye, 1969.

L'origine de la responsabilité internationale, Deuxième rapport à la CDI sur la responsabilité des Etats. Nations Unies. A/CN.4/233, 1970.

Nazioni Unite : venti anni dopo, dans "La Comunità internazionale", 1970, fasc. 3-4.

Les Nations Unies vingt-cinq ans après, Inst. Un. H. Etudes Int., Genève, 1970.

Le fait illicite international, source de la responsabilité des Etats. Troisième rapport à la CDI sur la responsabilité des Etats. Nations Unies, A/CN.4/246 et Add.1, 2, 3, 1971.

Droit des traités à la lumière de la Convention de Vienne, "Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye", vol. 134, 1971, III, p. 297-331.

Le fait internationalement illicite de l'Etat, source de responsabilité internationale (suite), quatrième rapport à la C.D.I. sur la responsabilité des Etats (doc. A/CN.4/264 et Add.1), Annuaire de la Commission du droit international, 1972, vol. II, Nations Unies, 1974, p. 77-174.

Die Funktion des internationalen Privatrechts, "Internationales Privatrecht", hrsg. vol Paolo Picone und Wilhelm Wengler, Darmstadt, 1974, p. 35-49.

Caratteri generali della Comunità internazionale e del suo Diritto, Università degli Studi di Roma, Lezioni dell'anno accademico 1974-1975.

Eccezioni "non esclusivamente preliminari", "Studi in onore di Gaetano Morelli", "Comunicazioni e Studi", XIV, Milan, 1975.

Le fait internationalement illicite de l'Etat, source de responsabilité internationale (suite), cinquième rapport à la C.D.I. sur la responsabilité des Etats (doc. A/CN.4/291 et Add.1, 2), Annuaire de la Commission du droit international, 1975, vol. II, Première partie Nations Unies, 1977.

Le fait internationalement illicite de l'Etat, source de responsabilité internationale (suite), sixième rapport à la C.D.I. sur la responsabilité des Etats (doc. A/CN.4/302 et Add.1, 2, 3).

Il pluralismo della Comunità internazionale alle sue origini, "Studi in onore di Giorgio Balladore-Pallieri", vol. 2, Milan, 1977.

Studi sulla responsabilità internazionale, "Pubblicazioni della Facoltà di Giurisprudenza della Università di Camerino", II (sous presse).

BAXTER, Richard R
(Etats-Unis d'Amérique)

Original : anglais

Né le 14 février 1921 à New York (Etats-Unis).

A.B. summa cum laude, Université de Brown; LL.B., Université de Harvard, 1948; diplôme de droit international, Université de Cambridge, 1951; LL.M., Université de Georgetown, 1952.

Admis à plaider auprès de la Supreme Judicial Court du Commonwealth du Massachusetts, 1948.

Engagé militaire et officier, armée des Etats-Unis et armée active, 1942-1946 et 1947-1954. Grade et poste occupé en dernier lieu : commandant, chef du service de droit international du cabinet du Conseiller juridique de l'armée. Officier de réserve, 1954-1968. En retraite avec le grade de colonel. Décorations : Bronze de Star et Legion of Merit.

Avril-octobre 1954, avocat au cabinet du Conseiller principal du secrétaire à la défense, Washington, 1954-1959. Associé à la recherche, maître de conférences et professeur assistant en droit à l'Université de Harvard. 1959, nommé professeur en droit à l'Université de Harvard. Professeur invité (session d'été) à la Faculté de droit de l'Université de Michigan. 1966-1967, membre de la Faculté de droit de l'Université de Cambridge et titulaire d'une bourse de la Fondation Guggenheim. 1971-1972, conseiller en droit international au Département d'Etat. 1974, membre de la délégation des Etats-Unis à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer tenue à Caracas. 1971-1972, membre de la délégation des Etats-Unis aux Conférences d'experts gouvernementaux sur le droit international humanitaire. 1974-1976, membre de la délégation des Etats-Unis à la Conférence diplomatique sur le droit international humanitaire, tenue à Genève; Rapporteur et Président du Groupe de travail de la Commission III et membre du Comité de rédaction. Depuis 1973, syndic de la Harvard University Press.

Depuis 1970, membre du Groupe consultatif du Département d'Etat en matière de droit international. Depuis 1973, membre du Comité consultatif du Département d'Etat sur le droit de la mer.

1968-1971, membre de la Massachusetts Commission on Ocean Management.

1969-1971, membre de la Massachusetts Commission on Marine Boundaries and Resources.

1964-1965, 1970, Département d'Etat. 1955-1960, consultant au Département de la défense. 1955-1965, 1967-1975, consultant au Naval War College des Etats-Unis. 1970 et 1973, consultant au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. 1970, consultant à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

/...

1970 et 1976, maître de conférence à l'Académie de droit international de La Haye. 1966, chargé d'enseignement à l'Institut asiatique des études juridiques internationales de l'Université des Philippines. Conférences dans des universités, instituts et réunions, notamment aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en République fédérale d'Allemagne, en Pologne, en Suède, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et en Egypte.

A été Vice-Président et Rapporteur de la Commission sur les voies d'eau internationales de l'Association de droit international, et Rapporteur sur la question du règlement des différends à la Commission de l'Association de droit international sur l'application extra-territoriale des mesures législatives restrictives en matière commerciale.

1974-1976, Président de l'American Society of International Law. Depuis 1976, Vice-Président honoraire et membre du Comité exécutif de l'American Society of International Law.

Depuis 1970, rédacteur en chef de l'American Journal of International Law. Depuis 1963, Vice-Président de la section américaine de l'Association de droit international. Membre de l'American Bar Association (et de la section du droit international) du Centre de la paix mondiale par le droit, du Council of Foreign Relations, de l'American Law Institute, de l'American Foreign Law Association, de l'American Academy of Arts and Sciences, de la Massachusetts Bar Association, de la Société philippine de droit international (membre à vie), du Canadian Council on International Law (correspondant), de la Société indienne de droit international (membre honoraire), du British Institute of International and Comparative Law, de la Shaybani Society of International Law et de la Société égyptienne de droit international.

Membre du Comité consultatif des International Law Reports. Président du Comité consultatif des American International Law Cases. Membre du Comité des conseillers du Law and Population Programme de la Fletcher School of Law and Diplomacy.

Mention honorifique, Prix de la Harvard University Press Faculty, 1964.

Membre honoraire du Jesus College de Cambridge, 1976.

Adresse : Harvard Law School, Cambridge, Mass. 02138, Etats-Unis d'Amérique.

PublicationsBooks:

Documents on the St. Lawrence Seaway (Stevens and Sons, London, 1960).
The Law of International Waterways: With Particular Regard to Interoceanic Canals (Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1964). -- The Panama Canal: Background Papers and Proceedings of the Sixth Hammarskjöld Forum (with Doris Carroll) (Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, 1965). -- Convention on the International Responsibility of States for Injuries to Aliens (Final Draft with Explanatory Notes) (with Louis B. Sohn), in F. V. Garcia-Amador, Louis B. Sohn, and R. R. Baxter, Recent Codification of the Law of State Responsibility for Injuries to Aliens 135 (1974).

Other publications:

The Duty of Obedience to the Belligerent Occupant, 27 British Year Book of International Law 235 (1950). -- So-Called "Unprivileged Belligerency": Spies, Guerrillas, and Saboteurs, 28 British Year Book of International Law 323 (1951). -- The Municipal and International Law Basis of Jurisdiction over War Crimes, 28 British Year Book of International Law 382 (1951). -- Constitutional Forms and Some Legal Problems of International Military Command, 29 British Year Book of International Law 325 (1952). -- The Role of Law in Modern War, 1953/ Proceedings of the American Society of International Law 90; reprinted in American Society of International Law, International Law in the Twentieth Century 658 (1969). -- The Cambridge Conference on the Revision of the Law of War, 47 American Journal of International Law 702 (1953). -- Department of the Army Field Manual 27-10, The Law of Land Warfare (Department of the Army, Washington, D.C., 1956) (Co-editor of revision). -- Asylum to Prisoners of War, 30 British Year Book of International Law 489 (1953). -- The Geneva Conventions of 1949, 8 Naval War College Review, No. 5, at 59 (1956). -- The Geneva Conventions of 1949 before the United States Senate, 49 American Journal of International Law 550 (1955). -- Passage of Ships through International Waterways in Time of War, 31 British Year Book of International Law 187 (1954); extracts translated into Chinese in Hsin Szu Ch'ao New Thought, No. 67, at 48-53 (1956). -- The Law of War, 9 Naval War College Review, No. 5, at 39 (1957). -- The Territorial Sea, 1956/ Proceedings of the American Society of International Law 116. -- Criminal Jurisdiction in the NATO Status of Forces Agreement, 7 International and Comparative Law Quarterly 72 (1958); also in 1957/ Proceedings, Section of International and Comparative Law, American Bar Association, at 61. -- Jurisdiction over Visiting Forces and the Development of International Law, 1958/ Proceedings of the American Society of International Law 174. -- Introduction to International Law, 11 Naval War College Review, No. 4, at 1 (1958). -- Proposed Articles on the Navigation of International Canals, Report to the Committee on the Law of the Uses of Waters of International River Basins and Interoceanic Canals, International Law Association (1959), and Second Report (1960)

(Printed for the use of the Committee). -- The Contribution of Sir Hersch Lauterpacht to the Development of International Law (with Philip C. Jessup), 55 American Journal of International Law 97 (1961). -- The Definition of War, 16 Revue égyptienne de droit international 1 (1960). -- The Extraterritorial Application of Domestic Law: I. General Principles, 1 University of British Columbia Law Review 333 (1960). -- Foreword to Obieta, The International Status of the Suez Canal (Nijhoff, The Hague, 1960). -- Convention on the International Responsibility of States for Injuries to Aliens (Draft No. 12 with Explanatory Notes) (with Louis B. Sohn) (Harvard Law School, Cambridge, Mass., 1961) (Reprinted in von Münch, Das völkerrechtliche Delikt in der modernen Entwicklung der Völkerrechtsgemeinschaft 337 (1963), and in South-western Legal Foundation, International and Comparative Law Center, Dallas, Texas, Selected Readings on Protection by Law of Private Foreign Investments 957 (1964); Chinese translation by Hungdah Chiu with the assistance of Thomas W. Huang, 16 Journal of Social Science [College of Law, National Taiwan University], July, 1966, p. 1; also in Chung-kuo kuo-chi-fa wen-t'i lun chi--chien lun tsui-chin kuo-chi-fa wen-t'i (Essays on Chinese International Law Problems, with Some Essays on Recent International Law Problems) 100 (Taipei: Taiwan Commercial Press, 1968)). -- Memorandum concerning Litigation before the International Court of Justice with regard to the Panama Canal and the Panama Canal Zone, in Hearings before the Senate Committee on Foreign Relations, 86th Cong., 2d Sess., on S. Res. 94 at 513-14 (1960). -- The Procedures Employed in Connection with the United States Nominations for the International Court in 1960, 55 American Journal of International Law 445 (1961). -- The Quest for Certainty and Simplicity in International Law, 1 University of British Columbia Law Review 321 (1960). -- Contribution to Symposium, His Excellency Sir Hersch Lauterpacht, 10 International and Comparative Law Quarterly 14 (1961). -- Responsibility of States for Injuries to the Economic Interests of Aliens (with Louis B. Sohn), 55 American Journal of International Law 545 (1961). -- Le premier effort moderne de codification du droit de la guerre: Francis Lieber et l'ordonnance générale No. 100, 45 Revue internationale de la Croix-Rouge, Part I, 155; Part II, 217 (1963). -- Chapter concerning Settlement of Disputes, in Report of the Committee on the Uses of the Waters of International Rivers, submitted to the Brussels Conference of the International Law Association, Report of the Fiftieth Conference, Brussels, 1962, at 429. -- Forces for Compliance with the Law of War, [1964] Proceedings of the American Society of International Law 82; extracts translated in 47 Revue internationale de la Croix-Rouge 147 (1965). -- Reflections on Codification in Light of the International Law of State Responsibility for Injuries to Aliens, 16 Syracuse Law Review 745 (1965). -- Contributor, United States Cases, to International Law Reports, 1953-1958, and volume 28 (Butterworth and Co., London, 1957-1963). -- Multilateral Treaties as Evidence of Customary International Law, 41 British Year Book of International Law 275 (1965-66). -- Chapter 6, Procedures for the Prevention and Settlement of Disputes, of the Helsinki Rules on the Uses of the Waters of International Rivers (Rapporteur), in International Law Association, Report of the Fifty-second Conference held at Helsinki, 1966, at 516-532 (1967). -- The Indus Basin, in A. H. Garretson, R. D. Hayton, and C. J. Olmstead, The Law of

International Drainage Basins 443-485 (1967). -- Judicial Settlement of Disputes, Report to the Committee on the Extra-Territorial Application of Trade Legislation, International Law Association, in International Law Association, Report of the Fifty-Second Conference held at Helsinki, 1966.

-- Untitled comment /The Fisheries Dispute between Japan and New Zealand/, in The Law of the Sea: Offshore Boundaries and Zones 129 (Alexander ed. 1967). -- Viás Acuáticas Internacionales: Leyes, Instituciones y Control (Spanish translation of The Law of International Waterways) (Mexico, 1967).

-- The Effects of Ill-Conceived Codification and Development of International Law in Recueil d'Etudes de Droit International en Hommage à Paul Guggenheim 146 (1968). -- The Legal Consequences of the Unlawful Use of Force under the Charter, /1968/ Proceedings of the American Society of International Law 68. -- The Privy Council on the Qualifications of Belligerents, 63 American Journal of International Law 290 (1969). -- Recent Anti-Trust Developments in the United States, in International Law Association, Report of the Fifty-Third Conference held at Buenos Aires, 1968, at 369-380 (1969). -- Settlement of Disputes, id. at 399-407. -- International Cooperation to Curb Fluvial and Maritime Pollution, in International and Interstate Regulation of Water Pollution: Proceedings of the Conference on International and Interstate Regulation of Water Pollution held at Columbia University School of Law, March 12-13, 1970 at 73 (1970). -- Legal Aspects of the Geneva Protocol of 1925 (with Thomas Buergethal), 64 American Journal of International Law 853 (1970); also printed in a somewhat different form in Carnegie Endowment for International Peace, The Control of Chemical and Biological Weapons 1 (1971), reprinted in Hearings on the Geneva Protocol of 1925 Before the Senate Committee on Foreign Relations, 92d Cong., 1st Sess., at 118 (1972). -- Treaties and Custom, 129 Académie de Droit International de la Haye, Recueil des Cours 25 (1970). -- Foreword to S. Lazareff, Status of Military Forces under Current International Law (1971). -- Rios y Canales Navegables Internacionales: Aspectos financieros, jurídicos e institucionales de su desarrollo: Informe sobre el Simposio realizado en Buenos Aires (Noviembre 30-Diciembre 4, 1970) (UNITAR, Buenos Aires, 1971) (Contributor to); also published in English as International Navigable Waterways: Financial and legal aspects of the improvement and maintenance of waterways for international navigation: Report on the Symposium held at Buenos Aires from 30 November to 4 December 1970 (UNITAR/74/ST/6) (UNITAR, New York, 1974). -- Introduction to Law and Population, in Pilpel, Brief Survey of U.S. Population Law at 1 (Law and Population Programme, Fletcher School of Law and Diplomacy, Law and Population Series No. 2, 1971). -- The Law of War in the Arab-Israeli Conflict: On Water and On Land, 6 Towson State Journal of International Affairs 1 (1971). -- Foreword to American International Law Cases, 1783-1968 (Deak ed., 1971), vol. 1 at vii. -- International Law, in Crowell-Collier 1971 Year Book Covering the Year 1970, at 282 (1971). -- Untitled statement concerning the legal position of guerrillas and the applicability of the law of war in civil conflict, in When Battle Rages, How Can Law Protect? 73 (Carey ed., 1971).

-- Statement on the law of the sea (with Bernard Oxman), in Asian-African

Legal Consultative Committee, Report of the Thirteenth Session Held at Lagos from 18 to 25 January, 1972, at 227. -- Introduction to Symposium on "The International Court of Justice", 11 Virginia Journal of International Law 291 (1971). -- International Law, in Crowell-Collier 1972 Year Book Covering the Year 1971, at 289 (1972). -- International Law, in Crowell-Collier 1973 Year Book Covering the Year 1972, at 328 (1973). -- Remarks in Lillich (ed.), Humanitarian Intervention and the United Nations at pp. 14-15, 24-25, 53-54, 55, 87, 108-09, 110, 123-24, 127, 128, 130-32 (1973). -- The Municipal and International Law Basis of Jurisdiction over War Crimes, in Bassiouni and Nanda, A Treatise on International Criminal Law, vol. 2 (Cooperation and Jurisdiction), p. 65 (1973). -- The Legal Aspects of Arms Control Measures Concerning the Missile Carrying Submarines and Anti-Submarine Warfare, in K. Tsipis, A. H. Cahn, and B. T. Feld, The Future of the Sea Based Deterrent 209 (1973). -- The Law of War, in Bos, The Present State of International Law and Other Essays written in honour of the Centenary Celebration of the International Law Association 1873-1973, at 107 (1973). -- Foreword to Richard B. Lillich (ed.), The Valuation of Nationalized Property in International Law, Volume II, at vii (1973). -- The Evolving Laws of Armed Conflict, 60 Military Law Review 99 (1973). -- Criteria of the Prohibition of Weapons in International Law, in Festschrift für Ulrich Scheuner zum 70. Geburtstag at 41 (1973). -- International Law, in /1974/ Collier's Year Book Covering the Year 1973, at 299-300. -- Some Existing Problems of Humanitarian Law, in Proceedings of the International Symposium on Humanitarian Law, Brussels, 12-14 December 1974; reprinted as The Concept of International Armed Conflict: Further Outlook (n.p.), 14 Revue de Droit Pénal Militaire et de Droit de la Guerre 297 (1975). -- A Skeptical Look at the Concept of Terrorism, 7 University of Akron Law Review 380 (1974). -- The Law of the Sea Conference: Where We Stand Now, in MIT Sea Grant Program, Massachusetts Institute of Technology, The Oceans: Planetary Engineering and International Management (1974) (not paged). -- Statement and testimony on the Prohibition of Chemical and Biological Weapons, in Hearings before the Senate Foreign Relations Committee on Ex. J, 91-2; Ex. Q, 92-2, and S. Res. 48, 93d Cong., 2d Sess. 31-42 (1974). -- The Geneva Conventions of 1949 and Wars of National Liberation, 57 Rivista di Diritto Internazionale 193 (1974), and in M. Cherif Bassiouni (ed.) International Terrorism and Political Crimes 120 (1975). -- Ius in Bello Interno: The Present and Future Law, in J. N. Moore (ed.), Law and Civil War in the Modern World 518 (1974). -- Statement and testimony on U.S. Chemical Warfare Policy, in Hearings before the Subcommittee on National Security Policy and Scientific Developments of the House Committee on Foreign Affairs, 93d Cong., 2d Sess. 105-115, 125-145 (1974). -- International Law, in /1975/ Collier's Year Book Covering the Year 1974, at 286-287. -- Humanitarian Law or Humanitarian Politics? The 1974 Diplomatic Conference on Humanitarian Law, 16 Harvard International Law Journal 1 (1975). -- The International Law of Scientific Research in the Oceans, 6 Georgia Journal of International and Comparative Law 27 (1976).

BINDSCHEDLER, Rudolf L.

(Suisse)

[Original : français]

Né le 8 juillet 1915 à Zurich. Etudes de droit à Zurich et à Paris. 1939, docteur en droit de l'Université de Zurich; 1943, brevet d'avocat de Zurich.

De 1940 à 1942, greffier extraordinaire au tribunal de district de Zurich. Entré au service du Département politique fédéral en 1943; depuis 1949, Chef du Service juridique, depuis 1961, jurisconsulte de ce département avec le titre d'ambassadeur plénipotentiaire.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1963; de la liste d'arbitres prévue par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats du 18 mars 1965, depuis 1968; de la Commission d'arbitrage prévue par l'Accord entre la Suède et l'URSS du 7 septembre 1940 sur l'échange des marchandises et des paiements, depuis 1969.

1948, membre, 1955, président de la Commission suisse des indemnités de nationalisation.

Membre ou chef des délégations suisses à de nombreuses négociations internationales; entre autres, membre de la délégation suisse pour l'aménagement du Doubs, depuis 1952; des délégations pour les accords concernant les indemnités de nationalisation avec la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, 1948-1950; les trois conventions avec la France sur des rectifications de frontières, 1953; de la délégation à la Conférence de Londres sur les dettes allemandes, 1952-1953; aux Conférences de Genève sur le droit de la mer, 1958 et 1960; conseiller de l'Agent suisse pour la procédure de conciliation avec l'Italie concernant l'impôt extraordinaire sur la fortune, 1956; membre de la délégation suisse pour les négociations avec les Communautés européennes concernant la conclusion d'un accord de libre-échange, 1970-1972.

Chef de la délégation suisse qui a conclu la Convention avec la France du 25 avril 1956 sur l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin, et les Conventions du 23 août 1963 sur l'aménagement hydro-électrique d'Emosson et une rectification de frontière dans cette région, ainsi que les Conventions avec la République fédérale d'Allemagne du 23 novembre 1964 sur des rectifications de frontières et sur le statut de l'enclave de Büsingen.

Chef suppléant de la délégation suisse aux Conférences de codification du droit international à Vienne sur les relations diplomatiques, 1961, sur les relations consulaires, 1963, et sur le droit des traités, 1968 et 1969.

Chef de la délégation suisse à la Conférence des Etats non nucléaires, à Genève 1968; à la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1975; à la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, 1977; à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de 1973 à 1975 et à la Réunion de Belgrade 1977 à 1978 des représentants des Etats ayant participé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; aux Conférences des experts gouvernementaux convoquées par le Comité international de la Croix-Rouge, 1972 à 1973; à la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire à Genève, 1974 à 1977.

1950, privat-docent, depuis 1956 professeur de droit international public à l'Université de Berne. Cours à l'Académie de droit international de La Haye sur "La protection de la propriété privée en droit international public", 1956, sur "La délimitation des compétences des Nations Unies", 1963.

Elu, en 1961, "Associé" et, en 1971, "Membre" de l'Institut de droit international.

Publications

I. Ouvrages

Der Nationalitätswechsel der Aktiengesellschaft, Thèse de doctorat de Zurich, Aarau, 1940, 99 p.

Verstaatlichungsmassnahmen und Entschädigungspflicht nach Völkerrecht, Zurich, 1950, 127 p.

Rechtsfragen der europäischen Einigung. Ein Beitrag zu der Lehre von den Staatenverbindungen, Bâle, 1954, 424 p.

La protection de la propriété privée en droit international public. Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 90 (1956), p. 173-304.

La délimitation des compétences des Nations Unies. Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye 108 I (1963), p. 305-423.

Die Schweiz in der Völkergemeinschaft von morgen. Eidgenössische Zukunft, cahier 8, Berne 1969.

II. Articles

Handels- und Gewerbefreiheit und Vertragsfreiheit. Schweizerische Juristenzeitung, 38 (1942), p. 292-297.

Zur Frage der Kriegsverbrechen. Schweizerische Monatshefte 24 (avril 1944), p. 15-25.

Die völkerrechtliche Stellung Deutschlands. Annuaire suisse de droit international, VI (1949), p. 37-64.

Das schweizerisch-ungarische Entschädigungsabkommen und die Rechtsstellung der Ausländer. Schweizerische Juristenzeitung, 46 (1950), p. 285-287.

Die bewaffnete Neutralität der Schweiz. Die Schweizer Armee mon heute, Morat, 1953, p. 88-92.

Faut-il élever certaines légations suisses au rang d'ambassades? Economie, 1954, p. 131-138.

Recent Decisions in Switzerland. International and Comparative Law Quarterly, 3 (1954).

Die Revision der Charta der Vereinten Nationen und die Schweiz. Zeitschrift für Schweizerisches Recht, Nouvelle Série, 73 (1954), p. 329-359.

Grundfragen der kollektiven Sicherheit, Rechtsfragen der Internationalen Organisation. Festschrift für Hans Wehberg zu seinem 70. Geburtstag, Frankfurt a.M., 1956, p. 67-88.

Die Neutralität im modernen Völkerrecht. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 17 (1956), p. 1-37.

La Suisse et l'Intégration de l'Europe. Annuaire Européen, IV (1958), p. 193-213.

Neutralitätspolitische Probleme der schweizerischen Rüstung. Armee und Wirtschaft, Sonderdruck Schweizerische Handelszeitung, No 6 du 7 février 1957, p. 105-107.

Europäische Integration und schweizerische Neutralität. Schweizerische Handelszeitung, No 39a du 27 septembre 1957.

Neutral Switzerland's Role in European Organizations. European-Atlantic Review, 8 (Printemps 1958), No 1, p. 28-30.

Die Schweiz und die Ferngeschosse - völkerrechtliche und aussenpolitische Probleme. Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift 1958, p. 402-413.

La défense nationale et la neutralité suisse. Notre Armée, Numéro spécial de la Nouvelle Revue de Lausanne, du 28 décembre 1958, p. 57-59.

Illusion und Wirklichkeit; Gegenwart und Zukunft des Völkerrechts. Jahrbuch für Internationales Recht 8 (mars 1959), p. 1-22.

Die europäische Integration. Schweizer Monatshefte 39 (novembre 1959), Numéro spécial "Föderalismus in der heutigen Welt", p. 793-803.

Annexion)
Grundnorm)
Internationale Organisation,) Wörterbuch des Völkerrechts und der Diplomatie,
Grundfragen) 2e éd., 1961/62.
Kollektivverträge)
Vorbehalt)

Staatenbund)
Staatenverbindungen) Herder's Staatslexikon, 6e éd., vol. 7, 1962.

Die guten Dienste der Schweiz 1939-1945. Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg, Thoune 1959, p. 127-133.

Zum Problem der Grundnorm. Völkerrecht und rechtliches Weltbild. Festschrift für Alfred Verdross, Vienne 1960, p. 67-76.

Die Wiener Konvention über die diplomatischen Beziehungen. Schweizerisches Jahrbuch für Internationales Recht, XVIII (1961), p. 29-44.

Die Anerkennung im Völkerrecht. Archiv des Völkerrechts 9 (1962), p. 377-397; également dans Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, cahier 4, 1962, p. 1-38.

Grundlagen der schweizerischen Aussenpolitik. Schweizer Monatshefte 43 (1963), p. 2-20; également dans Oesterreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, cahier 2/3 (1964), p. 75-96.

Neutralismus, Evangelisches Staatslexikon, 1966, p. 1366-1368.

Neutralität, Evangelisches Staatslexikon, 1966; p. 1368-1371.

La fonction de la guerre dans la société internationale. Revue Militaire Générale, cahier 8 (1966), p. 402-414, et 9 (1966), p. 453-469.

Die Schweiz und der Atomsperrvertrag. Neutralität und rechtliche Aspekte. Weltwoche, No 1774 du 10.11.1967, p. 9.

Das Problem der Beteiligung der Schweiz an Sanktionen der Vereinigten Nationen, besonders im Falle Rhodesiens. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 28 (1968), p. 1-15.

Oesterreich und die Vereinten Nationen. Schweizer Monatshefte 48 (1968), p. 703-706.

Betrachtungen über die Souveränität. Recueil d'études de Droit international, en hommage à Paul Guggenheim, Genève 1968, p. 167-183.

Das Völkerrecht und die Nuklearwaffen. Festschrift Fragistas, Thessalonique, 1968, p. 491-505.

Die Vereinigten Nationen und das Kriegsrecht. Mélanges offerts à Juraš Andrássy, La Haye 1968, p. 78-87.

Völkerrechtliche Verträge und Zwang. Libro-homenaje a Antonio de Luna, Madrid 1969, p. 3-13.

Die Unterscheidung zwischen Zivilbevölkerung und bewaffneten Kräften - ein Grundproblem des Kriegsrechts in der heutigen Zeit. Internationale Festschrift für Alfred Verdross zum 80. Geburtstag, Munich/Salzburg 1971, p. 55-69.

Chapitre 6 "Schweiz" dans série d'articles "Die Vollziehung völkerrechtlicher Verträge in den EFTA-Staaten". EFTA-Bulletin No 9/1971, p. 8-10.

Contribution au numéro spécial "Wehrbereitschaft, Rüstungsproduktion und Waffenausfuhr" dans Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift, 138e année No 6, juin 1972, p. 329-331.

Frieden, Krieg und Neutralität im Völkerrecht der Gegenwart. Multitudo Legum Ius Unum, Festschrift für Wilhelm Wengler zu seinem 65. Geburtstag. Vol. I, Allgemeine Rechtslehre und Völkerrecht, Berlin 1973, p. 27-49.

Die Zukunft des Kriegsrechts. Festschrift für Friedrich Berber zum 75. Geburtstag, Munich 1973, p. 61-74.

Ein europäisches System der friedlichen Streiterledigung. Der schweizerische Vorschlag zuhanden der Sicherheitskonferenz. Neue Zürcher Zeitung No 180 du 17 avril 1973 II.

Le règlement pacifique des différends: une constante de la politique suisse. Gazette de Lausanne No 95 du 25 avril 1973.

To which Extent and for which Questions it is Advisable to Provide for the Settlement of International Legal Disputes by other Organs than Permanent Courts? Judicial Settlement of International Disputes - An International Symposium (Max-Planck Institute for Comparative Public Law and International Law), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 62 (1974), p. 133-145.

Internationaler Bezugsrahmen der schweizerischen Aussenpolitik, Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik, Berne et Stuttgart 1975, p. 147-158.

Verfahren zur friedlichen Streiterledigung, Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik, Berne et Stuttgart 1975, p. 875-889.

Neutralismus, Evangelisches Staatslexikon, 2e éd., 1975, p. 1625-1628.

Neutralität, Evangelisches Staatslexikon, 2e, p. 1628-1631.

Das Staatsvertragsreferendum, Neue Zürcher Zeitung, No 277, du 28 novembre 1975.

La Conférence sur la Sécurité en Europe et le Règlement pacifique des différends. Studi in onore di Gaetano Morelli. Comunicazioni e Studi del l'Instituto di Diritto internazionale e straniero della Università di Milano, vol. XIV, 1975, p. 101-118.

Der schweizerische Entwurf eines Vertrages über ein europäisches System der friedlichen Streiterledigung und seine politischen Aspekte. Europa-Archiv, 1976, suite 2, p. 57-66.

Neutralitätspolitik und Sicherheitspolitik. Oesterreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, 16e année, cahier 6, 1976, p. 339-354.

Die völkerrechtliche Regelung nichtinternationaler bewaffneter Konflikte, Festschrift für Friedrich August Freiherr von der Heydte zur Vollendung des 70. Lebensjahres "Um Recht und Freiheit", Berlin 1977, p. 21-31.

Paul Ruedger im Dienste der internationalen Zusammenarbeit. A Paul Ruedger pour son 80e anniversaire, 14 août 1977, Riehen/Bâle 1977, p. 141-144.

Immerwährende Neutralität - Bemerkungen zu den Kommentaren, Oesterreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, 17, cahiers 3-4/1977, p. 132-133.

Die Konferenz von Belgrad - Episode oder Wendepunkt? Europäische Rundschau (paraftra prochainement).

BOISSIER PALUN, Léon
(Bénin)

Original : français

Né le 29 juin 1916 à Djougou (Dahomey), République populaire du Bénin.
National du Bénin.

Profession : Avocat à la Cour de Paris (ancienneté 1946).

Etudes :

Etudes primaires et primaires supérieures à Porto-Novo (Dahomey), République populaire du Bénin.

Etudes secondaires classiques (latin-grec) au Lycée Faidherbe à Saint-Louis-du-Sénégal.

Etudes supérieures (droit) à l'Université de Bordeaux.

Ecole militaire des officiers de réserve (Saint-Maixent).

Guerre 1939-1940.

Stage professionnel au barreau de Dakar (1944).

Activités publiques

Sous administration française :

Président du Tribunal de droit local de Dakar (1941).

Avocat-défenseur près la Cour d'appel et les tribunaux de l'Afrique occidentale française (AOF), 1944.

Elu membre du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française (1952).

Président du Grand Conseil de l'AOF (Sénégal, Mauritanie, Soudan, Haute-Volta, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée, Dahomey), de 1952 à 1957.

Membre du Conseil de l'Université de Dakar (1952-1958).

Administrateur de l'Institut d'émission pour l'AOF et le Togo (1952-1957).

Pendant la période de transition de l'autonomie interne, puis de l'indépendance des territoires de l'Afrique occidentale :

Député à l'Assemblée législative du Sénégal.

Président de la Commission des affaires économiques et du plan.

Député à l'Assemblée fédérale du Mali.

Membre du Sénat de la communauté française.

Président de la Commission des lois du sénat de la communauté.

Président de la Commission constitutionnelle pour l'accession à l'indépendance de la Fédération du Mali.

Député à l'Assemblée nationale.

Président de la Haute Cour, élu par l'Assemblée nationale.

Chef de la délégation à la Conférence de Vienne, chargé en 1961 d'élaborer la Convention fixant les immunités et les privilèges diplomatiques.

Ambassadeur à Londres, conjointement accrédité à Oslo, Stockholm, Copenhague et Berne (1960-1966).

Ambassadeur à Paris (1966), également accrédité à Madrid.

Président du Conseil économique et social à Dakar (1964-1968).

Nombreuses missions à l'Organisation des Nations Unies, Opération des Nations Unies au Congo, etc.

Ambassadeur du Dahomey, délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (1972-1975).

Membre du Conseil exécutif de l'UNESCO, élu par la dix-septième Conférence générale (1972-1976).

Délégué du Bénin à la dix-neuvième Conférence générale de l'UNESCO (1976).

Président du Groupe de négociation à la dix-neuvième Conférence générale à Nairobi.

Actuellement :

Avocat à la Cour de Paris.

Membre de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, au titre de la Côte d'Ivoire.

Membre de l'Association française de droit aérien.

Consultant spécial du Directeur général de l'UNESCO pour les questions juridiques et politiques.

Activités sociales et humanitaires :

Chevalier Grand Croix Magistral de l'ordre souverain de Malte, chargé de l'animation des activités humanitaires de l'ordre en Afrique.

(Juillet 1972) Président du Comité européen et Vice-Président du Comité international du deuxième Festival mondial des arts et de la culture noire (Lagos).

Décorations :

Grand Officier de l'Ordre national du Bénin.

Commandeur de la Légion d'honneur.

Grand Officier de l'Etoile noire du Bénin.

Officier de l'instruction publique (Palmes académiques).

Commandeur du Mérite agricole.

Officier de la santé publique.

Médaille de la guerre 1939-1940.

Grand Croix de l'Ordre national du Sénégal.

Grand Officier de l'Ordre national de Côte d'Ivoire.

Grand Croix de l'Ordre national de Tunisie.

Grand Croix de l'Ordre national du Maroc.

Grand Croix de l'Ordre national d'Ethiopie.

Grand Officier de la Star of Africa Liberia.

Commandeur de l'Etoile royale de la Grande Comore.

Knight Commander of the British Empire (K.B.E.).

Grand Croix de l'Ordre national d'Autriche.

Grand Croix de l'Ordre royal de Paul de Grèce.

Grand Croix de l'Ordre royal de Pie IX.

Grand Croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Grand Croix Pro Merito Melitensi.

EL-ERIAN, Abdullah Ali
(Egypte)

A/33/223/Rev.1
S/12830/Rev.1
Français
Page 29

/Original : anglais/

Né à Damanhur, Egypte, le 21 mars 1920.

Etudes et diplômes de droit

Licence en droit (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université du Caire (1942); diplôme d'études supérieures de droit public de la Faculté de droit de l'Université du Caire (1944); diplôme d'études supérieures de droit privé de la Faculté de droit de l'Université du Caire (1945); cours spécial de droit international et d'institutions internationales à la Faculté de droit de l'Université Harvard (1946-1947); M. A. en sciences politiques du Département de droit et d'administration publics de l'Université Columbia (1948); Ph. D. en droit international du Département de droit et d'administration publics de l'Université Columbia (1951).

Carrière judiciaire et universitaire

Substitut au Parquet, province de Boheirah, Egypte (1942-1943); maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université du Caire (1943-1945); chargé de cours de droit international et d'institutions internationales à la Faculté de droit de l'Université du Caire (1951-1956); professeur adjoint de droit international et d'institutions internationales à la Faculté de droit de l'Université du Caire (1956-1961); professeur d'institutions internationales à l'Institut d'administration publique du Caire (1959-1961); professeur de droit international à la Division des études juridiques de l'Institut des hautes études arabes du Caire (1959-1964).

Carrière et activités diplomatiques

Conseil juridique de la délégation yéménite auprès de l'Organisation des Nations Unies (1947-1950); conseiller au Département des affaires juridiques, des traités et organisations et conférences internationales du Ministère des affaires étrangères d'Egypte (1953-1955); membre du Bureau et Comité de rédaction de la délégation égyptienne lors de la négociation de l'Accord anglo-égyptien de 1954; Cabinet du Président de la République égyptienne (1955-1956); conseiller et conseil juridique de la Mission permanente d'Egypte (1957-1958) et de la République arabe unie (1958-1959) auprès de l'Organisation des Nations Unies; directeur du Département des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères (1959-1968); ambassadeur, représentant permanent adjoint de la République arabe unie auprès de l'Organisation des Nations Unies (1968-1971); ambassadeur de la République arabe d'Egypte en France (1971-1973);

/...

ambassadeur, représentant permanent de la République arabe d'Egypte auprès de l'Office européen des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève (1974-1975); ambassadeur de la République arabe d'Egypte en Suisse depuis mai 1975.

Participation aux activités d'organisations et de conférences internationales

I. Organisation des Nations Unies

Représentant de l'Egypte à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (de la huitième à la douzième session); représentant de la République arabe unie à la Sixième Commission (de la treizième à la vingt-cinquième session); président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies pendant la vingtième session; président et rapporteur du Groupe de travail de l'Annuaire juridique des Nations Unies, créé par la Sixième Commission à la dix-septième session de l'Assemblée générale; représentant de l'Egypte au Comité des demandes de réformation des jugements du Tribunal administratif (première session, 1957); représentant de la République arabe unie au Comité des demandes de réformation des jugements du Tribunal administratif (cinquième session, 1965); président du Comité des demandes de réformation des jugements du Tribunal administratif (cinquième session, 1965); représentant de la République arabe unie à la Troisième Commission de l'Assemblée générale pendant la quinzième session; représentant suppléant de la République arabe unie au Conseil de tutelle pendant sa vingt-troisième session (1959); membre de la Commission du droit international (1957-1958; 1961-1970) et élu pour cinq ans à compter de 1971; membre de la Sous-Commission sur la succession d'Etats et de gouvernements créée par la Commission du droit international (1962-1963); membre du Comité de rédaction de la Commission du droit international (1963); rapporteur spécial de la Commission du droit international depuis 1962, sur la question des "Relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales"; rapporteur général de la Commission du droit international (1967); représentant de la République arabe unie aux conférences des Nations Unies sur le droit de la mer (1958 et 1960); représentant de la République arabe unie à la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques (1961); membre du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur le droit des relations et immunités diplomatiques (1961); représentant de la République arabe unie au Comité intergouvernemental chargé d'étudier les questions de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, Agence internationale de l'énergie atomique (1961); membre de la délégation de la République arabe unie au Comité des 18 puissances sur le désarmement (1962-1963); président du Groupe de travail chargé d'étudier les méthodes d'établissement des faits, créé par la Sixième Commission à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale (1967); président de la délégation de la République arabe unie à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968); membre de la délégation de la République arabe d'Egypte à la Conférence des Nations Unies sur la paix au Moyen-Orient (depuis décembre 1973); président de la délégation de la République arabe d'Egypte à la Conférence du Comité du désarmement (1974-1975); président de la

délégation de la République arabe d'Egypte au Groupe de travail de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement chargé d'établir une charte des droits et devoirs économiques des Etats (1974); président du Groupe égyptien d'experts à la deuxième session de la Conférence des experts gouvernementaux en matière d'utilisation de certains armements classiques (1974); expert consultant à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975).

II. Organisation de l'unité africaine

Membre de la délégation de la République arabe unie à la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains, réunie à Addis-Abeba en 1963; membre de la délégation de la République arabe unie à la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères en vue de la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains (Addis-Abeba, 1963); membre de la délégation de la République arabe unie au Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à sa première session (Dakar, août 1963); président et rapporteur du Sous-Comité juridique du Conseil des ministres de l'OUA, à sa première réunion (Dakar, août 1963); membre de la délégation de la République arabe unie au Conseil des ministres de l'OUA, à sa deuxième session (Lagos, février 1964); rapporteur du Conseil des ministres de l'OUA, à sa deuxième session (Lagos, février 1964); membre du Sous-Comité juridique du Conseil des ministres de l'OUA, à sa deuxième session (Lagos, février 1964); membre du Comité d'experts créé par le Conseil des ministres de l'OUA en vue de l'élaboration du projet de protocole de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage (Le Caire, avril 1964); membre de la délégation de la République arabe unie à l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à sa première session (Le Caire, juin 1964); membre de la délégation de la République arabe unie à la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères en vue de la première session de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA (Le Caire, juin 1964).

III. Ligue des Etats arabes

Membre de la délégation de la République arabe unie au Conseil de la Ligue des Etats arabes pendant la trente-deuxième session (1960); président du Comité juridique du Conseil de la Ligue des Etats arabes pendant la trente-deuxième session (1960); membre de la délégation de la République arabe unie à la deuxième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement arabes (1964); membre de la délégation de la République arabe unie à la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères en vue de la deuxième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement arabes (1964); rapporteur du deuxième Comité (technique) de la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères en vue de la deuxième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement arabes (1964).

IV. Autres conférences internationales

Membre de la délégation égyptienne à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays afro-asiatiques (Bandoung, 1955); membre de la délégation de la République arabe unie à la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés (Le Caire, octobre 1964); membre de la délégation de la République arabe unie à la réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères en vue de la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés (Le Caire, octobre 1964).

Activités universitaires

Membre d'un groupe d'étude créé par la Société égyptienne de droit international pour préparer un rapport sur les études nationales relatives aux institutions internationales ("National Studies on International Organization"), à l'intention de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (1953-1956); membre du Comité de rédaction du Cairo Law Review (1951-1958); trésorier du Cairo Law Review (1952-1958); membre du Conseil d'administration de la Société égyptienne de droit international (1953-1968); membre du Comité de rédaction de l'Egyptian Journal of International Law (1953-1968); vice-président de la Société égyptienne de droit international (1966-1969); membre du Comité de rédaction de l'encyclopédie arabe (chargé de la section concernant le droit international, les institutions internationales et les relations internationales); membre de l'Association de droit international depuis 1956; membre du Sous-Comité sur "la nationalisation et les biens étrangers" créé par l'Association de droit international (1958-1960); membre de la section de la République arabe unie de l'Association de droit international depuis 1966; participant à la Conférence sur les conseillers juridiques et les affaires étrangères, organisée par l'American Society of International Law (Princeton, 1963); membre du Groupe d'experts en matière de droit international invité par la Dotation Carnegie à élaborer un "manuel de droit international" (1964-1968); membre de l'Institut de droit international depuis 1966.

Publications

Condominium and Related situations in International Law (en anglais), Presses universitaires du Caire (1951); coauteur du Traité sur les principes de droit international, Presses de la renaissance, Le Caire, première édition, 1953; deuxième édition révisée, 1955; directeur du Recueil de documents internationaux : textes des lois égyptiennes relatives à des questions de droit international et principaux accords internationaux auxquels l'Egypte est partie (en arabe), Presses de la renaissance, Le Caire, 1956; Le concept d'organisation internationale : son évolution historique et ses caractéristiques actuelles, article en arabe paru dans le Cairo Law Review, en juin 1955; coauteur d'Egypt and the United Nations (en anglais). The National Studies on International Organization, Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1957; Institutions diplomatiques et consultaires; traité (en arabe), tome 1; Théorie générale des relations

et immunités diplomatiques, Presse de la renaissance, Le Caire, 1961; Les pays arabes et la communauté des nations; étude juridique traitant particulièrement des problèmes des pays arabes dont est saisie l'ONU, traité publié par l'Institut des hautes études arabes, Le Caire, 1963; Notes on Questions of International Law, International Organization and International Relations, dans l'encyclopédie arabe publiée par la Fondation Franklin, Le Caire, 1963; L'Organisation des Nations Unies et le développement progressif du droit international (en arabe), Actes de la Société égyptienne de droit international, Le Caire, 1963; Les pays non alignés et les Nations Unies (en arabe), Actes de la Société égyptienne de droit international, Le Caire, 1964; The Organization and Functions of the Office of Legal Advisor in the Ministry of Foreign Affairs of the United Arab Republic, mémoire (en anglais) publié dans la collection Legal Advisors and Foreign Affairs, dirigée par H. C. L. Merillat, Oceana, 1965; chapitre intitulé The Legal Organization of International Society et sections intitulées International Organizations considered as persons of International Law, The Law of Treaties of International Organizations, Diplomatic Law in its Applications to Relations Between States and International Organizations, dans Manual of International Law, Dotation Carnegie pour la paix internationale, MacMillan à Londres et St.-Martin's Press à New York, 1968; Le rôle du droit à l'Organisation des Nations Unies (en arabe), Actes de la Société égyptienne de droit international, Le Caire, 1966; Tendances récentes de la diplomatie contemporaine (en arabe), conférences au titre du Programme d'études diplomatiques et consulaires, Ministère des affaires étrangères, Le Caire, 1966; Relations Between States and Inter-Governmental Organizations (en anglais); premier rapport du Rapporteur spécial de la Commission du droit international sur la question des relations entre les Etats et les organisations internationales, 1963; deuxième rapport en 1967; troisième rapport en 1968; quatrième rapport en 1969 et cinquième rapport en 1970; "Diplomatie fondée sur les principes des Nations Unies", article (en français) paru dans le Monde diplomatique, mars 1972; "International Law and the Developing Countries" (article en anglais), dans Transnational Law in a Changing Society, mélanges en l'honneur de Phillip C. Jessup, Columbia University Press, 1972; La Conférence et la Convention sur la représentation des Etats dans leurs rapports avec les organisations internationales, article à paraître en français dans l'Annuaire français de droit international (vol. XXI).

JAYEWARDENE, H. W.
(Sri Lanka)

/Original : anglais/

1. Né le 3 novembre 1916. Fils de E. W. Jayewardene, K.C., décédé, et neveu de A. St. V. Jayewardene, K.C., décédé, qui étaient tous deux juges à la Cour suprême de Ceylan (devenu Sri Lanka).

2. Etudes

a) Royal College, Colombo.

b) Collège de droit (Law College) de Sri Lanka.

Reçu premier avec mention (First Class Honours) aux examens préliminaires, intermédiaires et finaux d'admission au Barreau de la Cour suprême.

A obtenu des bourses du Conseil de l'enseignement juridique aux examens intermédiaires et finaux, le prix du Conseil pour la législature relative aux preuves et la Médaille d'or de l'éloquence "Hector Jayewardene Memorial".

3. Carrière

Admis et inscrit en mars 1941 comme avocat à la Cour suprême de Sri Lanka.

A plaidé des affaires civiles et pénales devant des tribunaux de première instance et des cours d'appel à Sri Lanka.

1954 - Nommé Conseiller de la Reine, le plus jeune à recevoir ce titre à Sri Lanka et à avoir été nommé aussi rapidement après son admission au Barreau.

A été avocat principal dans toutes les affaires importantes plaidées à Sri Lanka, dans toutes les branches du droit : civil et pénal, commercial, fiscal, constitutionnel et maritime.

Est intervenu devant le Comité judiciaire du Conseil privé en Angleterre à plusieurs reprises, ainsi que devant la Haute Cour d'appel, la Cour constitutionnelle et la Cour suprême de Sri Lanka.

Est intervenu dans un certain nombre d'affaires soulevant des questions complexes de droit international à Sri Lanka et ailleurs, au sujet de demandes d'indemnisation à la suite de la nationalisation de biens étrangers.

A conseillé le Gouvernement canadien au sujet d'accords internationaux relatifs à des projets hydro-électriques à Sri Lanka. A conseillé le Gouvernement américain sur des affaires de droit maritime posant des problèmes de droit international public et privé à Sri Lanka.

A défendu avec succès des personnes accusées de crimes politiques à Sri Lanka et a été avocat adjoint dans des affaires analogues au Conseil privé. La défense concernait des questions de droit constitutionnel liées au déni des droits de l'homme.

S'est consacré spécialement à la défense de la liberté de presse et du droit d'accès aux tribunaux dans des affaires portées devant la Cour constitutionnelle de Sri Lanka et la Cour suprême.

A souvent participé à des affaires portées devant le Conseil privé, auxquelles s'appliquait le droit romano-néerlandais, notamment en ce qui concerne le droit de propriété, les contrats, le droit des sociétés et le droit fiscal britanniques, compte tenu de traités internationaux relatifs à la double imposition.

A dirigé la rédaction de lois spéciales d'intérêt national et international, dans les domaines juridique et commercial, ainsi que dans les domaines du travail, des échanges et du développement.

4. Fonctions

- a) Membre de la Sous-Commission des Nations Unies de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.
- b) Vice-Président de la Commission internationale de juristes (branche de Sri Lanka).
- c) Membre fondateur et Président actuel de la Fondation de Sri Lanka, organe officiel agréé par le gouvernement, ayant pour objet de promouvoir la compréhension et la défense du mode de vie démocratique, et la protection et le développement des droits de l'homme.
- d) Membre du groupe national de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.
- e) Avocat de Sri Lanka à la LAWASIA (Association juridique pour l'Asie et le Pacifique occidental).
- f) Président de la Commission royale des conflits du travail à Sri Lanka.
- g) Vice-Président de l'Organisation des associations professionnelles de Sri Lanka.
- h) Membre à vie (Honoris causa) de l'ordre des avocats de Sri Lanka.
- i) Premier Président de l'ordre des avocats de Sri Lanka.
- j) Membre du Conseil de l'ordre de Sri Lanka.

- k) Membre du Conseil de l'enseignement juridique de Sri Lanka.
- l) Examineur du Conseil de l'enseignement juridique de Sri Lanka.
- m) Membre du Conseil d'administration de l'Office du tourisme de Ceylan (société d'Etat).

5. Participation à des conférences

Commission internationale de juristes - Conférence des pays d'Asie et du Pacifique sur la liberté de mouvement, tenue à Bangalore (1969).

Commission internationale de juristes - Colloque international sur la primauté du droit, tenu à Colombo (1966).

Journées d'étude de l'Association des voyages dans la région du Pacifique, à Anchorage (1967).

Conférence de l'Association des voyages dans la région du Pacifique, à Seattle (1967).

Conférence sur la politique du développement, organisée par la Fredrich Ebert Stiftung à Wiesbaden et Bonn (1967).

Séminaire sur l'administration de la justice à Sri Lanka, organisé par l'ordre des avocats de Sri Lanka (1975).

Séminaire sur l'administration de la justice à Sri Lanka, convoqué par le Ministère de la justice (1967).

Séminaire sur le droit de la propriété intellectuelle et le droit commercial à Sri Lanka, organisé par le Ministère du commerce (1978).

6. Publications

Articles sur des questions juridiques et connexes dans des revues professionnelles, des périodiques et des journaux.

MANNER, Eero J.

(Finlande)

Original : anglais

Né le 16 juillet 1913 à Helsinki (Finlande).

Bachelier en droit, Université d'Helsinki, 1937; licencié en droit, Université d'Helsinki, 1939; docteur en droit, 1953; études de droit complémentaires dans divers pays.

Carrière

Après avoir occupé divers postes à l'Université d'Helsinki, est nommé conseiller juridique au Ministère de la justice en 1949; Vice-Chancelier à la justice de 1956 à 1965; chargé de cours à l'Université d'Helsinki de 1954 à 1971; professeur de droit économique à l'Université technique d'Helsinki de 1965 à 1967; conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères depuis 1965; Juge à la Cour suprême depuis 1967; Président du Conseil de contrôle de la législation, 1976.

Postes ayant trait aux relations internationales

Président (pour la Finlande) de la Commission permanente soviéto-finlandaise des cours d'eau frontaliers de 1965 à 1967; Président de la Commission permanente d'arbitrage entre les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne pour les questions relatives aux cours d'eau frontaliers depuis 1964; Membre du Conseil permanent de conciliation finlando-suisse depuis 1964; Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et l'Union soviétique sur les cours d'eau frontaliers (1964); Membre de la délégation finlandaise aux négociations finlando-soviétiques sur les pêches en 1965; Vice-Président de la délégation finlandaise aux négociations finlando-soviétiques sur la délimitation du plateau continental en 1967; Président de la Commission commune finlando-soviétique chargée de définir la frontière maritime (1966-1967); Membre de la délégation finlandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965, 1966, 1967 et 1970 (a présenté en 1970 la proposition finlandaise sur le développement progressif et la codification des règles de droit international relatives aux voies d'eau internationales, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2669 (XXV)); Membre de la délégation finlandaise aux Conférences des Nations Unies sur le droit des traités de 1968 et 1969; Membre de la délégation finlandaise au Comité du fond des mers (ONU) en 1972-1973; Président de la délégation finlandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer depuis 1975; Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la protection de l'environnement marin dans la zone de la mer Baltique (1974); Membre de la délégation finlandaise aux négociations tendant à normaliser les relations entre la Finlande et la République démocratique allemande (Helsinki, 1972); Expert auprès de la délégation finlandaise à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe tenue à Genève en 1973; Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et la République démocratique allemande portant sur certaines questions juridiques et financières (Helsinki, 1974).

Préparation de conventions et traités internationaux

Président de la Commission finlandaise du droit de la mer de 1961 à 1963; Président du Comité chargé de définir le droit de certains cours d'eau frontaliers (1963-1964); Président finlandais du Sous-Comité juridique du Comité des pays nordiques pour le développement de l'énergie hydro-électrique de 1959 à 1961; Président du Groupe finlandais du Comité commun finlando-suédois chargé de la préparation de règles conventionnelles relatives aux cours d'eau frontaliers (1961-1971); Président du Comité des sanctions de l'Organisation des Nations Unies (1966); Président de la Commission consultative pour les questions législatives internationales depuis 1966; Président du Comité préparatoire de la Conférence sur le droit de la mer depuis 1971; Président de la Commission chargée de préparer la normalisation des relations entre la Finlande et la République démocratique allemande et entre la Finlande et la République fédérale d'Allemagne depuis 1971; Membre de la Commission consultative pour les questions ayant trait à l'ONU depuis 1971; Président de la Commission finlando-norvégienne des cours d'eau frontaliers (1972-1973); Membre de la Commission des pêches de la mer Baltique (1973-1974); Président de la Commission du milieu marin (1974-1976); Président de la Commission sur la délimitation de la zone de pêche.

Commissions et comités divers

Membre du Comité de la législation relative aux cours d'eau de 1951 à 1958; Président du Comité chargé d'étudier la viabilité du règlement (1954-1956); Président du Comité administratif de l'éducation (1958-1963); Président de la Commission juridique de la défense (1960-1969); Président de l'Office des insecticides depuis 1970; Président du Comité pour la prévention de la pollution des eaux (1954-1958); Président du Comité chargé de définir le statut juridique des zones aquatiques publiques (1957-1958); Président du Comité chargé d'étudier les conditions de flottage des grumes en Finlande septentrionale (1958-1959); Président de la Commission consultative pour la protection des eaux (1958-1967); Président du Comité de gestion des ressources en eau (1960-1962); Membre et Vice-Président du Comité chargé de l'application des lois relatives aux ressources en eau (1960-1972); Président du Comité pour le financement de l'approvisionnement en eau et la protection des eaux (1970-1972); Président du Comité chargé de la législation des pêches (1974-1977).

Organisations internationales

Vice-Président de la Confédération internationale des étudiants en 1939; Membre de l'Assemblée de l'Entraide universitaire mondiale (EUM) de 1953 à 1955; Membre du Groupe d'étude de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'évacuation des déchets radioactifs dans la mer (1960-1962); Membre de la délégation finlandaise à la Conférence de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1961; Président d'un groupe de travail de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1964; Membre de la délégation finlandaise à la sixième Conférence mondiale sur les forêts en 1966; Membre du Groupe de travail de l'Organisation des Nations Unies chargé d'étudier les questions juridiques concernant l'utilisation des ressources internationales en eau (1968-1969); Expert auprès de l'Organisation mondiale de la santé à la Conférence sur la pollution accidentelle des eaux (1971).

Au sein de l'Association du droit international :

Membre du Comité des cours d'eau internationaux de 1957 à 1966 (en qualité de Rapporteur, a rédigé des projets d'articles sur le flottage de grumes pour le Règlement de 1966); Président du Comité du droit international applicable aux ressources en eau depuis 1966 (en qualité de Rapporteur, a rédigé des projets d'articles sur la réglementation des cours d'eau internationaux); Président de la délégation finlandaise à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 1977.

Publications

Points de vue sur le droit et les utilisations de l'espace aérien*, Helsinki, 1948; l'"Usus publicus" en tant que concept du droit des eaux** (dissertation), Vammala, 1953; Le droit à la dîme du saumon de la Tornionjoki*, Helsinki, 1955; Some international legal Aspects of the Enclosed Seas, Especially the Baltic Sea, with Regard to their Protection against Pollutive Agents, Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne, 1960; The Protection of Waters as a Problem of International Law of Waters and the Law of the Sea, Bromma, 1960; Water Pollution in International Law, OMS, Public Health Papers No 13; Genève, 1962; Problèmes liés au partage de l'énergie hydro-électrique de la Tornio entre la Finlande et la Suède*, Helsinki, 1963; Le grand public, la vie au grand air et le droit à la propriété**, Copenhague, 1963; Some Aspects of International Law Concerning the Use and Protection of Waters, with Special Application to Forest Industries, sixième Conférence mondiale sur les forêts, Madrid, 1966; Der Schutz des Meerwassers gegen Verunreinigung, als juristische Frage betrachtet, Zurich, 1966; Résolutions obligatoires de l'Organisation des Nations Unies et lois finlandaises donnant effet à ces résolutions; "La Finlande à l'Organisation des Nations Unies", Helsinki, 1967; "Le Règlement d'Helsinki" et l'état actuel de la codification du droit des eaux*, Vammala, 1968; La pollution de l'environnement, du point de vue du droit interne et du droit international*, Oslo, 1969; L'utilisation de l'environnement : Problème national et international*, Vammala, 1970; Les systèmes de protection de l'environnement*, Borgå, 1970; La pollution accidentelle des eaux intérieures (Conférence de l'OMS sur la pollution accidentelle des eaux intérieures), Bucarest, 1971; Initiative finlandaise à l'Organisation des Nations Unies en vue du développement du droit international des eaux*, Helsinki, 1972; A qui appartient le fond des mers?*, Helsinki, 1972; En marge du développement du droit international de la mer : la Finlande, Etat riverain de la Baltique*, Helsinki, 1972; Les municipalités et la protection de l'environnement*, Joensuu, 1972; The Present State of International Water Resources Law, Association du droit international 1873-1973, Pays-Bas, 1973; Les atteintes à l'environnement : à qui en imputer la responsabilité selon le droit international*, Vammala, 1973; Some Legal Problems Relating to the Sharing of Boundary Waters, Munich, 1973; Recent Conventions on Marine Pollution compared with the Draft European Convention for the Protection of International Watercourses against Pollution, Strasbourg, 1974; Une trentaine d'autres publications intéressant diverses branches du droit. Mémoires et exposés sur le droit de l'environnement et la protection des eaux.

* En finnois.

** En suédois.

McDOUGAL, Myres S.

(Etats-Unis d'Amérique)

/Original : anglais/

A.B., A.M., LL.B de l'Université du Mississippi (1927); B.A., B.C.L. de l'Université d'Oxford, Grande-Bretagne (1930); J.S.D. de l'Université de Yale (1931); Doctor of Humane Letters de l'Université de Columbia (1954); Professeur associé (droit), Université de l'Illinois (1931-1934); Professeur associé, Université de Yale (1934-1939); Professeur depuis 1939; titulaire de la Chaire de droit William K. Townsend (1944-1958), titulaire de la Chaire de droit Sterling (1958-1975); Maître de conférences à la Fulbright Conference on American Studies, Université de Cambridge (1952); Avocat, Conseil général adjoint de la Lend-Lease Administration (1942); Conseiller général à l'Office of Foreign Relief and Rehabilitation Operations, Département d'Etat (1943); membre de l'American Bar Association, American Society of International Law (dont il est Président depuis 1958).

Renseignements supplémentaires

1. Président honoraire de l'American Society of International Law (1973-76).
2. Membre de la délégation des Etats-Unis à la Cour permanente d'arbitrage (1963-1969).
3. Membre de la délégation des Etats-Unis à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne (1969).
4. Membre associé de l'Institut de droit international.
5. Président de l'Association of American Law Schools (1966).
6. Membre du Conseil de rédaction de l'American Journal of International Law et de l'American Journal of Jurisprudence.
7. Conseiller auprès du Gouvernement saoudien pour l'arbitrage de l'affaire de l'Aramco (1955-1956).
8. Professeur invité (droit) à l'Université du Caire (1959-1960).
9. Conférences à l'Académie de droit international, La Haye, au United States Naval War College, au National War College, à l'Army War College, à l'Air University, à l'Association of the Bar de New York (1978), et Cardozo Memorial Lecturer.
10. Diplômes honoris causa :
 - a) Docteur en droit de la Northwestern University (1966).
 - b) Docteur en droit de l'Université de York (Canada) (1970).

- c) Docteur en droit de l'Université de New Haven (1975).
- d) Docteur ès lettres de la Temple University (1975).
- 11. Décoré de la Hudson Medal de l'American Society of International Law (1976).
- 12. Auteur de différents livres et articles parmi lesquels :
 - a) McDougal and Associates, Studies in World Public Order, 1960, Yale University Press.
 - b) McDougal and Feliciano, Law and Minimum World Public Order : The Legal Regulation of International Coercion, 1961, Yale University Press.
 - c) McDougal and Burke, The Public Order of the Oceans : A Contemporary International Law of the Sea, 1962, Yale University Press.
 - d) McDougal, Lasswell, and Vlasic, Law and Public Order in Space, 1963, Yale University Press.
 - e) McDougal, Lasswell, and Miller, The Interpretation of Agreements and World Public Order : Principles of Content and Procedure, 1967, Yale University Press.
 - f) McDougal, Lasswell and Chen, Human Rights and World Public Order qui sera publié prochainement, Yale University Press.

Pour plus de détails, se reporter à Toward World Order and Human Dignity, 1976, par MM. Reisman et Weston (livre écrit en hommage à Myres S. McDougal).

MOROZOV, Platon Dmitrievich
(Union des Républiques socialistes soviétiques)

/Original : russe/

Né en 1906 à Leningrad (URSS).

Titres universitaires

Diplômé de l'Institut de droit de Leningrad.

Carrière

Jusqu'en 1949, a travaillé pour les organes judiciaires de l'Etat (ministère public et barreau) et occupé des postes de responsabilité auprès du Procureur général de l'URSS; a rang de conseiller juridique de troisième classe.

En 1946, y a participé, en qualité de membre de la délégation soviétique, aux travaux du Tribunal militaire international de Tokyo.

Depuis 1949, occupe des postes diplomatiques; a rang d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'URSS.

De 1951 à 1968, représentant de l'URSS à la Commission des droits de l'homme de l'ONU; représentant de l'Union soviétique à la Sixième Commission (Commission juridique), aux troisième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième et quinzième sessions de l'Assemblée générale; a participé aux travaux des seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième sessions régulières de l'Assemblée générale de l'ONU, ainsi qu'aux travaux de ses sessions extraordinaires; de 1949 à 1960, Directeur adjoint au Département des questions juridiques et des traités du Ministère des affaires étrangères de l'URSS; de 1960 à 1968, représentant adjoint de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU et représentant permanent adjoint de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies; membre, depuis 1968, de la Cour internationale de Justice.

A pris part à plusieurs conférences internationales chargées d'élaborer des conventions internationales multilatérales; en 1949, chef adjoint de la délégation de l'URSS à la Conférence de Genève sur l'élaboration des conventions pour la protection des victimes de la guerre; représentant de l'URSS aux comités spéciaux de l'ONU pour l'élaboration de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide; représentant de l'URSS à Genève aux travaux préparatoires du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

A représenté l'URSS au Comité spécial de l'ONU pour la question de la définition de l'agression; a donné des cours à l'Institut public des relations internationales de Moscou.

Membre de l'Association soviétique du droit international; auteur de plusieurs ouvrages et articles consacrés à des questions de droit.

N'DIAYE, Amadou
(Mali)

/Original : français/

Profession : Magistrat hors classe échelle IV

Nationalité : Malienne

Etudes : Primaires (Nara)
Secondaires (Bamako)
Universitaires (Dakar et Lille)

Licencié en droit en juin 1962 à Lille (section Droit privé).

Intégré dans le corps des magistrats en 1964 après deux années de stage et nommé Substitut du Procureur de la République.

1966-1967, juge au siège et chargé de cours (Droit civil de l'Ecole nationale d'administration de Bamako).

1967-1971, boursier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Lille).

Juin 1971, docteur d'Etat devant la Faculté de droit de Lille (Droit privé).

1972, juge d'instruction (3ème cabinet) à Bamako.

Avril 1973, conseiller à la Cour suprême du Mali (Section judiciaire)

Juin 1977, directeur de cabinet du Ministre de la justice, Garde des sceaux du Mali.

De 1971 à ce jour, est parallèlement à sa fonction de magistrat, chef du D.E.R. (Département pour l'enseignement et la recherche) de droit privé à l'ENA où il enseigne en 4ème année Sciences juridiques les matières suivantes :

- a) Droit civil (successions);
- b) Droit international privé
(la nationalité, la condition des étrangers, les conflits de lois et de juridictions).

RAZAFINDRALAMBO, Edilbert
(Madagascar)

Original : français

Etat civil

Né le 3 octobre 1921, à Antananarivo, Madagascar.

Titres universitaires

Baccalauréat ès lettres classiques-philosophie (Antananarivo, 1940);

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948);

Licence ès lettres (Sorbonne, 1949);

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948);

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952); (Spécial course on English legal method);

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960;

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation français de 1951 à 1960;

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961;

Avocat général, puis Président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de Madagascar d'octobre 1962 au mois de septembre 1967;

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967;

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études judiciaires malgaches de 1961 à 1974;

Membre des commissions de codification des lois malagasy;

Membre du Conseil supérieur de la Magistrature;

Président de la Société malgache d'études juridiques;

Président de la Haute Cour de Justice.

Activités internationales

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964;

Rapporteur général de cette commission depuis 1969;

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966;
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930 et No 105, 1957) en 1968;
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971;
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972;
- e) La liberté syndicale et protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948 et No 98, 1949) en 1973;
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976;
- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1968.

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1968-1969;

Membre de la délégation malgache à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies - Représentant à la commission juridique (1977);

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement);

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) (affaire "Société Ltd Bonvenuti et Bonfant" c/Gouvernement de la République populaire du Congo (instance en cours));

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (affaire Etat Malagasy c/Grands Moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972);

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (affaire Etat Malagasy c/SOBERI-Paris, 1974-1975);

Président de la Commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal), en janvier 1967;

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit;

Membre du Conseil d'experts dudit Centre;

Membre d'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977);

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago, USA);

Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève);

Membre du Tribunal international (Débats démonstratifs sur l'exploitation des fonds marins) organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix, Manille, 21 au 26 août 1977;

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), mai-juillet 1972;

Chef du groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches (Paris, Antananarivo), 1973;

Membre de l'American society of International Law (Washington, USA);

Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, USA), 1971-1972;

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, Indépendance et coopération (Paris), depuis 1968;

Collaborateur étranger du Journal du droit international (CLUNET), Paris, de 1964 à 1972;

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, pour l'étude de l'ombudsman (Stockholm, juillet-août-septembre 1962);

Délégué de Madagascar au séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12 au 29 juin 1962;

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe (AEOM);

Membre du Tribunal arbitral établi par la Chambre de Commerce Internationale dans l'affaire AGIP contre Etat Malagasy et la Société Nationale de Pétrole (SOLIMA);

Consultant en droit international de la Banque Centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie des transports aériens Air Madagascar, de la Société Nationale de l'Eau et de l'Electricité (JIRAMA) et de la Société Nationale de Pétrole (SOLIMA).

Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque - (Etude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955);

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (Etude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies - 1962);

Le droit judiciaire privé malgache (cours photocopié - Faculté de droit de Tananarive, 1969);

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" (Journal du droit international (CLUNET), Paris, 1964, No 1);

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220);

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit - 1er septembre 1967 - Dakar);

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale des juges, Genève, juillet 1967);

"La Cour suprême malagasy" (Recueil Penant - Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968);

Contribution à l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (mai-juillet 1972);

Système juridique malagasy dans "Law and Judicial Systems of Nations" (Washington, USA, 1977);

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973);

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris, 1972-1975);

Rapport sur la loi socialiste et la justice (Conférence des magistrats malgaches, Antananarivo, 1976);

Opinion individuelle dans l'affaire Deep Seabed Mining Case, Cour internationale organisée par la 8ème Conférence internationale de la paix mondiale par le droit (Manille, août 1977);

"Le rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" (communication au Colloque africain francophone de Yaoundé (Cameroun) 1978);

Distinctions honorifiques

Commandeur de l'Ordre national malagasy, 1976;

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969;

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970;

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris);

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'URSS.

N.B. Biographie figurant aux :

Who's Who in the World (Marquis' Who's Who, Chicago, USA); 1st Ed. 1972-1973, 2nd Ed. 1974-1975, 3rd Ed. 1976-1977

Dictionary of International Biography (Cambridge, England), 1974-1975 et 1976-1977

Who's Who in Africa south of the Sahara (Europa Publications, London, England), depuis 1971

Dictionary of African Biography (Melrose, London), depuis 1970

International Who's Who in Community Service, vol. II (London, 1976-1977)

Men of Achievement (Melrose, London, 1976)

World Directory of the High Courts of Nations (Washington, USA, 1977)

SETTE CAMARA, José
(Brésil)

/Original : anglais/

Né à Alfenas, Etat de Minas Gerais (Brésil), le 14 avril 1920.

Licencié en droit de la Faculté de droit de l'Université de Minas Gerais.

Maîtrise de droit civil McGill University (Canada). Est membre de la Société de droit international brésilienne et collabore depuis 1946 aux publications de la Société, "Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional" (Bulletin de la Société de droit international brésilienne).

Est entré dans le Corps diplomatique brésilien en 1945. Ambassadeur, Chef de la délégation permanente du Brésil auprès de l'Office européen des Nations Unies à Genève, 1960-1961. Ambassadeur au Canada, 1961. Ambassadeur en Suisse, 1963-1964. Ambassadeur, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1964-1968. Ambassadeur en Tchécoslovaquie depuis 1972.

Activités liées spécifiquement au droit international et aux relations internationales

Conseiller de la délégation brésilienne aux cinquième, sixième et dixième sessions de l'Assemblée générale, New York, septembre 1950, Paris, novembre 1951, et New York, septembre 1955.

Conseiller de la délégation brésilienne à la quatrième Réunion consultative des Ministres des affaires étrangères des Républiques américaines, Washington, mars 1951.

Conseiller du Membre brésilien de la Commission du droit international au cours des sessions de 1950, 1951, 1952 et 1956.

Représentant du Brésil à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, février 1958.

Représentant du Brésil à la cérémonie de commémoration du vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, San Francisco, 1965.

Chef de la délégation brésilienne aux dix-neuvième, vingtième et vingt et unième sessions de l'Assemblée générale.

Représentant du Brésil au Conseil de sécurité, 1964 et 1967-1969.

/...

Chef de la délégation brésilienne à la Réunion préparatoire sur la dénucléarisation de l'Amérique latine (Copredal), Mexico, 1966.

Chef de la délégation brésilienne à la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation au Moyen-Orient, New York, 1967.

Représentant du Brésil à la Sixième Commission de la vingt-sixième à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale.

Membre de la Commission du droit international élu pour terminer le mandat de Gilberto Amado, 1970.

Membre de la Commission du droit international élu par l'Assemblée générale pour la période 1971-1976. Réélu pour la période 1977-1983.

Rapporteur général de la vingt-quatrième session de la Commission du droit international.

Premier Vice-Président de la vingt-sixième session de la Commission du droit international.

Président de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, Vienne, 1975.

Premier Vice-Président de la vingt-sixième session de la Commission du droit international, 1977.

Chef de la délégation brésilienne à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités.

Membre associé de l'Institut de droit international.

Autres postes

Chef de la Maison civile du Président de la République, août 1959.

Gouverneur provisoire de l'Etat de Guanabara, avril 1960.

Maire de Brasilia, 1962.

Publications

The Ratification of International Treaties (La ratification des traités internationaux), préface de Hans Kelsen - Toronto, 1949

Porque falhou a Liga das Nações (Pourquoi la Société des Nations a échoué) - Belo Horizonte, 1943

"A Doutrina Larreta" (Bulletin de la Société de droit international brésilienne, 1946)

"Hans Kelsen e os Fundamentos do Direito Internacional" (Hans Kelsen et les fondements du droit international) - (Bulletin de la Société de droit international brésilienne, 1947)

"A organização das Nações Unidas e as Agencias Especializadas" (L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées) - Conférence au Collège militaire, Rio de Janeiro, 1957

"A Tensão Mundial e Seus Principais Focos" (La tension mondiale et ses principaux foyers) - Conférence au Collège militaire, Rio de Janeiro, 1962

"A Declaração Universal dos Direitos de Homem" (La Déclaration universelle des droits de l'homme) - Conférence à la Faculté de droit de l'Université de Minas Gerais, Belo Horizonte, 1968

"O Fim do Colonialismo" (La fin du colonialisme) - Conférence prononcée à l'occasion de la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Rio de Janeiro, 1970. Publiée par la suite dans le Jornal do Brasil

A donné plusieurs conférences sur les problèmes internationaux de l'Amérique latine au Collège militaire national et au Collège de la marine de guerre, alors qu'il était Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1964-1968.
